

29 avril 2021

(21-3652)

Page: 1/3

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE  
DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS**

**RÉPONSES AUX QUESTIONS<sup>1</sup> DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT  
LA NOTIFICATION DU PÉROU<sup>2</sup>**

La communication ci-après, datée du 28 avril 2021 et reçue à la même date, est distribuée à la demande de la délégation du Pérou.

Le Pérou remercie les États-Unis pour leurs questions concernant sa notification de la Loi n° 31089 contre les pratiques de contournement des droits antidumping et des droits compensateurs.

**Question n° 1**

**Le paragraphe c) de l'article 4 dispose que le contournement inclut "l'importation d'un produit assujéti à des droits qui a fait l'objet de modifications ou d'altérations mineures qui n'ont pas changé son caractère essentiel". Veuillez décrire comme l'autorité chargée de l'enquête détermine ce qui constitue des "modifications ou [ ] altérations mineures qui n'ont pas changé [le] caractère essentiel [d'un produit]".**

**Réponse**

L'importation de produits qui ont fait l'objet de modifications ou d'altérations mineures constitue l'une des formes de contournement les plus fréquentes et a lieu lorsqu'un agent économique introduit des modifications mineures dans le produit soumis à des droits antidumping ou à des droits compensateurs, ou l'altère légèrement, afin qu'il apparaisse comme différent du produit visé par les mesures et, de cette façon, permette à l'agent économique d'éviter de payer des droits. Les modifications apportées au produit n'ont pas à être importantes et ne changent pas ses caractéristiques fondamentales. Par exemple, si le produit soumis à des droits antidumping ou compensateurs est d'une largeur spécifique de cinq (5) pouces, une modification mineure n'impliquant pas un changement du caractère essentiel du produit consisterait à rendre sa largeur égale à 5,1 pouces. Ce critère sera davantage élaboré dans le règlement d'application de la Loi n° 31089.

**Question n° 2**

**Le paragraphe d) de l'article 4 mentionne la "réorganisation des circuits de vente" dans les critères indicatifs d'un contournement. Veuillez préciser ce qu'on entend par "réorganisation" et la base permettant de déterminer l'existence ou non d'une réorganisation.**

<sup>1</sup> G/ADP/Q1/PER/30-G/SCM/Q1/PER/30.

<sup>2</sup> G/ADP/N/1/PER/2/Suppl.2-G/SCM/N/1/PER/2/Suppl.2.

## Réponse

Par suite d'une détermination de l'existence de droits antidumping ou de droits compensateurs, certains exportateurs peuvent être avantagés par des taux de droits individuels moins élevés, étant donné que la marge de dumping ou la subvention relative au produit de cet exportateur visé par l'enquête apparaît inférieure par rapport à celle concernant le reste des exportateurs visés par l'enquête. Par conséquent, la réorganisation des circuits de vente du produit soumis à des droits antidumping ou à des droits compensateurs deviendrait un critère de contournement indicatif lorsque le flux des échanges de ce produit serait réorganisé et que le produit serait exporté à des taux de droits moins élevés, ce qui accroîtrait sa part de marché. D'autres critères seront élaborés dans le règlement d'application de la Loi n° 31089.

**Question n° 3**

**Le paragraphe f) de l'article 4 dispose que le contournement inclut "[t]out autre comportement visant à contourner le paiement d'un droit antidumping ou compensateur". Le paragraphe suivant énumère trois critères qu'il "convient de vérifier". Ces critères sont-ils utilisés pour déterminer si le but est de contourner le paiement d'un droit antidumping ou compensateur selon le paragraphe f)? Dans la négative, quel critère est utilisé pour déterminer le but?**

**Le critère relatif au comportement "visant à contourner le paiement" s'applique-t-il aussi aux "principales pratiques de contournement" énumérées aux paragraphes a) à e)? Veuillez expliquer si l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer séparément s'il y a une intention d'échapper aux droits lorsqu'il est constaté l'existence d'une des pratiques de contournement indiquées, ou si les autres pratiques de contournement énumérées à l'article 4 sont jugées suffisantes pour démontrer l'intention sans autre élément de preuve. Si l'autorité chargée de l'enquête est tenue de formuler une constatation positive concernant l'intention de contourner une mesure antidumping ou compensatoire existante, veuillez expliquer les critères selon lesquels elle établit cette détermination.**

## Réponse

L'article 4 établit "les principales pratiques de contournement" énumérées aux paragraphes a) à e) et l'article 5 prévoit tous les renseignements et éléments de preuve qui doivent être fournis dans le cadre d'une demande de réexamen relatif au contournement.

L'article 4 f) contient une clause générale concernant le contournement (différente de celles énumérées plus haut). Les éléments indiqués dans le dernier paragraphe de l'article 4 permettront d'identifier les éléments essentiels qui constituent la pratique du contournement (entre autres, l'intention de contourner) et, de ce fait, la font différer des pratiques légitimes du commerce international. L'inclusion d'une clause générale est justifiée par le fait que le contournement peut se manifester par des pratiques difficiles à déceler qu'il n'est pas toujours possible de prévoir dans la loi. D'autres critères seront élaborés dans le règlement d'application de la Loi n° 31089.

**Question n° 4**

**Le paragraphe f) ii) de l'article 4 donne à penser qu'il peut y avoir des cas dans lesquels il existe une "justification d'un point de vue économique" pour contourner le paiement des droits. Veuillez expliquer le sens de cette disposition, indiquer comment l'autorité chargée de l'enquête déterminera l'existence d'une "justification d'un point de vue économique" et donner un exemple.**

## Réponse

Il sera nécessaire de vérifier si le changement commercial est induit par une pratique ou un processus qui n'a pas de justification raisonnable du point de vue économique. Les entreprises exportatrices étrangères ou les importateurs nationaux peuvent soutenir et prouver que l'évolution des flux commerciaux est due à des raisons économiques ou liées au marché autres que la volonté d'éviter le paiement des droits. Ce critère sera davantage élaboré dans le règlement d'application de la Loi n° 31089.

**Question n° 5**

**Les paragraphes c) et d) de l'article 5 de la Loi péruvienne contre le contournement dispose que les demandes d'examen de l'existence d'une pratique de contournement doivent contenir, entre autres choses, des "éléments prouvant que l'activité reprochée a une incidence négative sur les effets correctifs des droits en termes de prix et de quantités du produit importé assujetti aux mesures" et des "éléments prouvant, dans le cas d'un contournement présumé de droits antidumping, que le produit est exporté vers le Pérou à un prix inférieur à la valeur normale établie lors de l'enquête initiale ou du dernier réexamen des droits auxquels on cherche à se soustraire". Veuillez expliquer la pertinence de l'exigence selon laquelle le prix du produit visé par l'enquête doit être inférieur à la valeur normale établie lors de l'enquête en matière de contournement. Autrement dit, pourquoi est-il nécessaire d'établir l'existence d'un niveau de prix inférieur pour engager une procédure d'examen liée à une pratique de contournement? Veuillez par ailleurs préciser si le Pérou prévoit d'ajuster la "valeur normale [précédemment] établie" (comme indiqué au paragraphe d) de l'article 5) pour tenir compte des facteurs pouvant affecter le prix du marché du produit visé par l'enquête (par exemple, inflation, variation des prix des matières premières et fluctuations des prix mondiaux)?**

**Réponse**

Dans la mesure où des produits faisant l'objet d'un dumping peuvent causer un dommage à la branche de production nationale, dans les cas où l'existence de pratiques de contournement de droits antidumping est alléguée, il doit être prouvé que les produits visés par l'enquête entrent sur le territoire national à des prix de dumping (c'est-à-dire à des prix inférieurs à la valeur normale). Autrement, l'application des droits existants pourrait être étendue à des produits qui n'entrent pas sur le territoire national à des prix de dumping et qui ne causent donc pas de dommage à la branche de production nationale.

Le paragraphe d) de l'article 5 établit que la valeur normale établie lors de l'enquête initiale ou du dernier réexamen des droits auxquels on cherche à se soustraire sera prise en considération. D'autres critères seront élaborés dans le règlement d'application de la Loi n° 31089.

**Question n° 6**

**Le paragraphe b) de l'article 8 dispose que les parties intéressées ont 15 jours civils pour présenter leurs observations sur l'exposé des faits essentiels qui constituent le fondement de sa décision finale dans le cadre d'une procédure d'examen de l'existence d'une pratique de contournement. Les parties intéressées ont-elles d'autres possibilités d'exprimer leurs vues dans le cadre de cette procédure? Dans l'affirmative, veuillez expliquer chacune des possibilités en détail. Par exemple, une partie intéressée peut-elle présenter des éléments de preuve et observations par écrit dans une demande d'ouverture d'un examen de l'existence d'une pratique de contournement? Les parties intéressées sont-elles informées de l'existence d'une telle demande avant le début de l'enquête? Les parties intéressées ont-elles la possibilité d'exprimer leurs vues et de présenter des éléments de preuve par écrit tout au long de la procédure d'examen de l'existence d'une pratique de contournement?**

**Réponse**

Le réexamen relatif au contournement est une procédure administrative qui relève des lois et réglementations péruviennes. C'est pourquoi, une fois le réexamen relatif au contournement engagé par la publication d'une décision administrative dans le Journal officiel du Pérou "El Peruano", toute partie intéressée peut présenter son point de vue et ses observations dans le cadre de la procédure pendant la période probatoire. De plus, toute partie intéressée peut demander à être constituée en tant que partie à la procédure et, en agissant ainsi, elle peut se voir accorder l'accès aux dossiers publics de la procédure et, en outre, recevoir notification de toutes les décisions, telles que celles qui déclarent le caractère confidentiel de certains renseignements fournis par une partie, le document sur les faits essentiels, les points de vue et observations des autres parties à la procédure, entre autres.

---